

Afrique-France : mini-sommet Grands Lacs réduit à une réunion ministérielle

@rib News, 28/05/2010 â€“ Source AFP Un mini-sommet entre pays des Grands Lacs africains, qui devait se tenir mardi matin à l'occasion du Sommet Afrique-France à Nice, sera réduit à une réunion ministérielle, faute de participants, a-t-on appris vendredi auprès de l'Élysée. Parmi les chefs d'État des pays des Grands Lacs -- République démocratique du Congo (RDC), Rwanda, Ouganda et Burundi --, seul le Rwandais Paul Kagame a confirmé sa présence à Nice. Le président burundais Pierre Nkurunziza est retenu dans son pays par une série d'élections et l'Ougandais Yoweri Museveni est à partir de lundi l'hôte d'une conférence destinée à réviser le Statut de Rome, traité fondateur de la Cour pénale internationale. "Ce qui est problématique, a-t-on indiqué à la présidence française, c'est l'absence de Joseph Kabila (président de la RDC)", qui "a fait savoir qu'il ne venait pas" assez tardivement. "Il est difficile d'envisager une réunion au niveau des chefs d'État en présence d'un seul d'entre eux. La réunion se tiendra quand même, au niveau ministériel", a-t-on précisé. Les raisons de l'absence de Joseph Kabila -- qui sort très peu de son pays, en proie à des violences récurrentes, notamment dans l'est -- n'ont pas été précisées. Cette réunion a pour objectif de favoriser des projets transfrontaliers, comme la construction de barrages, de centrales hydro-électriques ou l'exploitation commune de gaz dans le lac Kivu. Plusieurs ONG, dont Oxfam, Cosis ou le Secours catholique, ont estimé vendredi que l'approche économique prônée par Paris "ne suffirait pas pour construire la paix dans la région" des Grands Lacs. Rappelant que les conflits dans la région sont liés au pillage des ressources naturelles, elles appellent Paris à pousser les États concernés à "sanctionner leurs ressortissants et opérateurs économiques" impliqués dans les trafics et plaident pour une meilleure traçabilité des minerais à travers des "mécanismes de certification". Au total, 38 chefs d'État et de gouvernement assisteront au sommet Afrique-France des 31 mai et 1er juin, qui sera notamment axé sur les questions économiques avec des rencontres entre entreprises françaises et africaines. La rencontre, qui se veut celle de la "rénovation" du lien franco-africain, sera co-présidée par le président français Nicolas Sarkozy et son homologue égyptien Hosni Moubarak qui accueillera le prochain sommet en 2013. Jusqu'ici bisannuels, ces grands rendez-vous se tiendront désormais "tous les trois ans", a-t-on indiqué à l'Élysée, précisant que la décision de "changer de périodicité" avait été prise "d'un accord avec les pays africains", notamment au vu d'agendas internationaux déjà ponctués de nombreux sommets.